



Joint brief of the World Bank, FAO, ILRI, AU-IBAR with support from the Gates Foundation, 2010-2013

Issue 9

Données de l'élevage : qu'en disent les acteurs en Ouganda ?

En Ouganda, le Projet pour l'innovation des données de l'élevage a réalisé, parmi les acteurs de l'élevage, une enquête en ligne sur les données. L'objectif de cette enquête était de comprendre les utilisations et préoccupations liées aux données et aux indicateurs disponibles sur l'élevage.

Le questionnaire à choix multiple a été proposé à 189 acteurs. Cinquante-sept d'entre eux (ou environ 30 %) y ont répondu. Soixante-dix pour cent des répondants viennent du secteur public, ce qui comprend les gouvernements locaux, les ministères nationaux, le Bureau des statistiques de l'Ouganda (UBOS) et les instituts universitaires et de recherche. Vingt-cinq pour cent viennent du secteur privé, par exemple, l'Union coopérative des producteurs de viande de l'Ouganda et la Vet-Co Limited. Cinq pour cent des réponses proviennent des organisations internationales et des ONG.

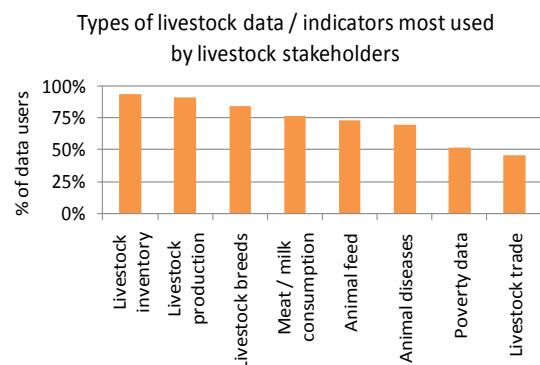
L'offre et la demande des données sur l'élevage

La plupart des répondants (75 %) sont des usagers et des fournisseurs des données sur l'élevage. Les autres vingt-quatre pour cent, ce qui inclut les chercheurs et les ONG, ainsi que l'Administration du développement laitier, ne sont que des utilisateurs de ces données. Seul, l'UBOS, ne fait que fournir les données, c'est-à-dire qu'il ne fait que collecter et diffuser des données sur l'élevage.

Les sources principales des données liées à l'élevage utilisées par les acteurs sont : le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAAIF). Presque 56 % des répondants utilisent les données de la MAAIF, 43 % utilisent celles de l'UBOS et le même pourcentage se sert des données des autorités gouvernementales locales. En effet, ces institutions sont les uniques collecteurs et fournisseurs réguliers de données liées à l'élevage en Ouganda. Une part significative des acteurs (43 %) collectent directement leurs propres données alors que seulement deux répondants font appel aux données rassemblées par le secteur privé. Ces résultats indiquent que la diffusion et la collecte des données sur l'élevage en Ouganda - comme dans d'autres pays en voie de développement - sont des activités qui relèvent principalement du secteur public.

Type de données de l'élevage

Les acteurs utilisent diverses données, comme le graphique ci-dessous l'indique.



Plus de 90 % des répondants utilisent des données relatives aux inventaires sur l'élevage et la production animale. Ensuite ils utilisent les données concernant les races et la consommation de produits d'origine animale et enfin celles relatives à la santé animale et aux maladies. D'autre part, seulement la moitié / moins de la moitié des répondants s'intéressent aux indicateurs de pauvreté et aux statistiques commerciales. Ces résultats soulignent le manque de données pour les acteurs concernés par les données de l'élevage. Plus particulièrement, il n'existe pas de données disponibles pour bien cibler les investissements (du secteur public et privé) dans le secteur de l'élevage et destinés aux plus pauvres. Ces deux facteurs permettraient à l'élevage d'être mieux pris en compte dans la Plan d'investissement et la Stratégie de développement du secteur agricole 2010/11 - 2014/15.

Presque 88 % des répondants utilisent des données au niveau du district, fournies par les gouvernements locaux. Ensuite, ils utilisent (79 %) les données nationales diffusées par l'UBOS ou le MAAIF. Environ 71 % des répondants utilisent les données locales sur les ménages, pour la plupart produites par l'UBOS, par exemple par l'intermédiaire de l'administration de l'enquête nationale par panel.

La plupart des données sont annuelles, mais il en existe des trimestrielles et des mensuelles. Très peu de répondants utilisent des données quotidiennes ou hebdomadaires liées à l'élevage.

Utilisations des données de l'élevage

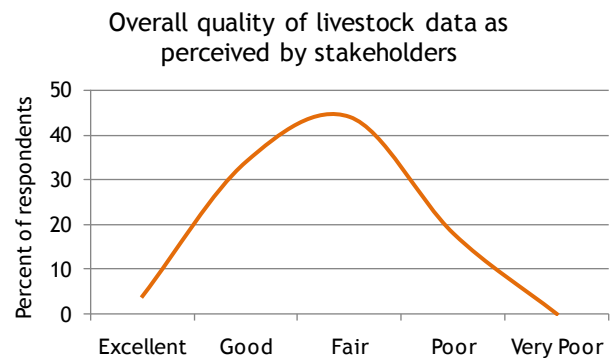
Les acteurs font usage des données pour une variété de buts : la définition de leur programme de travail et de leur budget ; la rédaction de rapports annuels et trimestriels ; la recherche et l'analyse ; la formulation d'une politique ; la formulation d'un projet ; et pour justifier leur propos.

Il est étonnant que bien que plus de 70 % des répondants viennent du secteur public, moins de 20 % des acteurs concernés par les données sur l'élevage utilisent ces données pour formuler les projets et les politiques. Les données sur l'élevage sont principalement utilisées à la rédaction de rapports (38 %) - par exemple le rapport annuel de la Direction des

ressources animales du MAAIF, source inestimable de données liées à l'élevage - et 28 % pour la recherche et l'analyse. Peu d'acteurs (<15 %) utilisent ces données pour le suivi et l'évaluation.

Qualité des données de l'élevage

La plupart des acteurs concernés par les données liées à l'élevage (c'est-à-dire 44 % des répondants) constatent que la qualité des données disponibles est adéquate. Trente-quatre pour cent des répondants prétendent que les données disponibles liées à l'élevage sont de bonne qualité. Seulement une minorité d'acteurs (18 %) les considèrent pauvres ou nulles.



Ces résultats contredisent plusieurs documents officiels d'origine gouvernementale et autres. Par exemple, le Plan stratégie statistique du secteur agricole en Ouganda 2007/2011 (ASSPS) constate que « la qualité des données existantes a été mise en cause par les utilisateurs, car souvent inexacte et incomplète » ; [...] « Le système national de statistiques agricoles n'est pas en mesure de répondre à la demande de statistiques agricoles et alimentaires. Les unités responsables manquent de budget, de personnel bien formé et, l'infrastructure matérielle et informatique n'est pas adaptée ».

Lors d'une rencontre d'acteurs concernés par les données de l'élevage, organisée par le Projet pour l'innovation des données de l'élevage en 2010, les participants ont conclu « qu'en Ouganda, il existe des faiblesses significatives quant aux données de l'élevage, en raison de données manquantes ou inadaptées. Cependant, une communication difficile et peu cohérente entre les utilisateurs et les fournisseurs de données constitue aussi une faiblesse importante.

Même si la perception de la qualité des données disponibles liées à l'élevage diffère, il n'y a pas de doute que les données actuelles sont inadaptées à la formulation des investissements destinés aux pauvres, dans le secteur de l'élevage. En fait, de l'information disponible, mais limitée, concernant le rôle de l'élevage dans l'économie des ménages existe. C'est une condition préalable à l'identification des interventions qui motivent les éleveurs démunis à renforcer leur production et leur productivité et à échapper à la pauvreté.

Perspectives

Le MAAIF et le Projet pour l'innovation des données sur l'élevage en Afrique collaborent avec l'UBOS et le Projet de l'Étude sur la mesure des niveaux de vie de la Banque mondiale (EMNV-ISA) pour s'assurer que l'élevage sera justement pris en compte lors de la prochaine enquête nationale par panel (NPS). La NPS est constituée de questionnaires sur divers thèmes qui sont proposés à un échantillon représentatif de ménages. Le but est de collecter des données pertinentes afin de mesurer le bien-être / la pauvreté, s'interroger sur les causalités entre le niveau de subsistance, les caractéristiques et les actifs du ménage - y compris la possession d'animaux - et simuler l'impact des investissements alternatifs.

Les usagers attendent un nouvel ensemble de données de la NPS, y compris des données liées à l'élevage, disponibles gratuitement pour l'analyse du second semestre de 2012.

Pour toute information supplémentaire,
consultez :

www.africalivestock.data.org

Ou contactez :

Joseph Sserugga, Responsable du Système
d'information, Département des Ressources
animales, MAAIF, jsserugga@yahoo.com

Ugo Pica-Ciamarra, Économiste spécialiste de
l'élevage, FAO

ugo.picaciamarra@fao.org